

AAsie : Où va l'Europe ?

Pour répondre à cette question il faut replacer la conjoncture actuelle dans une perspective qui donne sa place à la transformation qualitative du capitalisme des monopoles qui s'est accompli entre 1975 et 1990. Le système est désormais caractérisé par un degré extraordinaire de centralisation du contrôle du capital par les monopoles sans commune mesure avec ce qu'il avait été dans les étapes antérieures du capitalisme des monopoles.

Désormais les monopoles – que je qualifie pour cette raison de « monopoles généralisés » - contrôlent toutes les activités économiques et tirent par ce moyen une rente monopolistique toujours croissante. (voir l'encadré)

La social-démocratie n'a-t-elle plus d'avenir ?

Dans le cadre de la domination des monopoles généralisés la page de la démocratie bourgeoise, et donc des compromis sociaux qui avaient défini le rôle historique des social-démocraties, est tournée. Les monopoles ont besoin, pour approfondir leur pouvoir, de détruire toutes les structures qui organisaient, dans le cadre des Etats les classes sociales, leurs luttes et leurs moyens d'influencer le pouvoir politique. La logique de ce système n'est pas la poursuite d'une gestion démocratique du libéralisme économique mais de détruire les Etats et, au-delà, les sociétés. Le projet « européen » s'inscrit dans cette logique.

A l'origine, ce projet, était destiné, sous le commandement des Etats Unis, à réhabiliter les forces de droite qui avaient perdu leur légitimité du fait de leur collaboration avec le fascisme et les réintroduire dans le jeu politique à travers la démocratie chrétienne. La construction, à l'origine (le traité de Rome de 1957) réduite, s'est progressivement généralisée à l'ensemble du continent. Il ne faut pas voir l'UE comme une grande puissance économique et politique, l'égal des Etats-Unis, mais au contraire comme un building bloc de la mondialisation mise en place par le capital des monopoles généralisés sous le leadership des Etats Unis. La zone euro n'est à son tour qu'un sous ensemble de ce système global, destiné à renforcer davantage le contrôle des monopoles généralisés. Les Etats membres de l'UE ont été enfermés dans une construction en béton armé qui annihile leur autonomie économique et politique pour les soumettre au diktat unilatéral des monopoles généralisés. Je n'ai jamais considéré cet ensemble, à aucun de ses niveaux, comme pouvant être viable.

Si l'Europe était composée de régimes semblables politiquement, avec une plus grande harmonisation des politiques sociales ou fiscales, est-ce qu'elle aurait pu résister à la domination du capital des monopoles ?

Il n'y a pas de légitimité politique supranationale en Europe car il n'y a pas de peuple européen. La construction mondiale sous le leadership américain, celle de l'Europe et de l'euro constituent des niveaux différents du même système global.

Et le parlement européen ?

C'est une mascarade. Il n'a aucun pouvoir et pas de légitimité qui transcende celle des parlements nationaux. Revenons à l'euro. Il n'y a pas de monnaie sans Etat, or il n'y a pas d'Etat européen et la perspective de son émergence est exclue du possible. L'euro est une monnaie administrée unilatéralement par le capital des monopoles ; le statut de la banque centrale européenne le prévoit précisément.

Mais l'Europe a, en son temps, contribué à élever le niveau de vie des pays les plus pauvres de l'Union...

La logique de ce système n'a jamais été de faciliter un rattrapage relatif des pays les moins avancés, mais au contraire d'accentuer les inégalités dans l'UE au profit des plus forts, l'Allemagne en particulier. L'UE associe un centre dominant à des périphéries dominées, dans un modèle certes particulier mais néanmoins analogue à celui qui permet aux Etats Unis d'exploiter l'Amérique latine. L'Europe de l'Est et du Sud Est est un peu comme « l'Amérique latine » de l'Europe de l'Ouest. Les différences de développement permettent au capital dominant des centres européens de tirer des profits de monopoles de l'exploitation des périphéries européennes. Ce système n'aide pas la Grèce à se « moderniser », mais s'emploie à la réduire au statut des autres périphéries balkaniques (Bulgarie, Albanie). La crise a montré la réalité crue de cette perspective.

Quand les communistes se sont opposés au traité de Rome, ils n'avaient pas tort. Sauf que l'alternative qu'ils avaient à proposer, une Europe inspirée par les principes des pays de l'Est, n'était guère attractive. De ce fait l'Europe est devenue le lieu d'une illusion émotionnelle gigantesque. Il est interdit d'être « anti-européen », on passe pour être un passéiste chauvin. Et lorsqu'un peuple européen dit non, on ne l'écoute pas, on refait les élections jusqu'à ce qu'elles soient favorables au maintien de l'Europe telle qu'elle. Les plans d'austérité successifs, associés à des méthodes politiques de plus en plus autoritaires, enfoncent dans la crise. L'Allemagne, le premier pays exportateur en Europe est un pays où le niveau de vie des travailleurs est de 30% inférieur à celui de la France. Mais l'Allemagne continue d'être présentée comme le modèle idéal, parce qu'elle l'est pour le capital des monopoles.

Pourquoi le capital se satisfait-il de cette situation de détérioration du pouvoir d'achat ? Où est son intérêt objectif ?

Le seul objectif que poursuit le capital des monopoles généralisés c'est de maximiser à son profit la rente monopoliste /impérialiste, fut-ce au détriment des activités capitalistes qu'il domine.

Mais la rente est aussi touchée.

On ne peut pas demander aux capitalistes d'agir contre leurs intérêts immédiats pour préserver les intérêts du capitalisme à plus long terme.

La Chine le fait...

Oui, car il y a un Etat chinois qui dispose de pouvoirs réels.

L'Etat, lorsqu'il existe, peut agir en faveur du capitalisme contre les capitalistes qui ne perçoivent que leur intérêt à court terme. En affaiblissant l'Etat, on a rendu impossible la gestion de cette contradiction entre l'intérêt immédiat et l'intérêt du capital à long terme.

Revenons à l'Europe. Face à la situation dramatique, deux attitudes dangereuses se font jour. Certains pensent pouvoir raccommoier le capitalisme en acceptant l'essentiel, c'est à dire la domination du capital des monopoles généralisés, pour revenir à un capitalisme à visage humain, grâce à des formes néo-keynésiennes, etc. Une partie de l'opinion qui vote à gauche croit que l'on pourra rétablir les choses sans s'attaquer frontalement au capital des monopoles généralisés. L'autre attitude dangereuse est la réponse de l'extrême droite. Le nationalisme dont elle se gargarise ne remet pas en cause le système. Ce faux nationalisme se rabat alors sur des problèmes mineurs (pas pour les victimes) qui sont l'immigration ou le mariage homosexuel.

La montée de l'extrême droite en Europe peut laisser présager un retour en force de régimes fascistes ?

Si les choses continuent à évoluer comme on le voit, oui l'extrême droite continuera à se renforcer. Il y a déjà eu une banalisation de l'extrême droite en Italie où l'on a réhabilité les néo-fascistes et la Ligue du Nord. Le délitement prévisible de la construction européenne conduira-t-il à la case de départ : l'Europe des années 1930 ? Nous aurions une Allemagne dominant ses périphéries de l'Est, face à une France isolée, une Grande Bretagne que l'atlantisme éloignerait de l'Europe, une Europe du Sud hésitante !! Si on veut éviter cette dérive tragique il faut que les gauches radicales déploient avec audace un projet alternatif authentique.

Et comment procèderaient-elles concrètement?

Les nationalisations tout d'abord. Non pour donner à l'Etat des pouvoirs de domination dans la gestion de la vie politique et sociale, mais pour créer les conditions de la socialisation de cette gestion. Dans mon papier « De l'audace », j'ai donné des exemples de ce qui peut être fait dans cet esprit.

Peut-on imaginer cela au niveau européen ?

Certainement pas. Mais si un processus de ce genre venait à être amorcé dans un ou plusieurs pays, cela ferait boule de neige.

N'y a-t-il rien à tirer du débat en cours sur l'austérité et de propositions qui visent à faciliter la croissance ?

Jusqu'ici les propositions faites dans ce sens demeurent d'une portée insignifiante. Néanmoins les choses pourraient évoluer, si François Hollande parvient à mobiliser la marge étroite dont il dispose. Peut-on imaginer que les sociaux-démocrates allemands le suivent ?

Et en Grèce ?

Le peuple grec refuse les plans d'austérité. C'est parfaitement légitime. Mais sa gauche radicale parviendra-t-elle à formuler une stratégie alternative audacieuse ?

ENCADRE**Les agriculteurs, victimes des monopoles généralisés**

Les agriculteurs européens, les meilleurs du monde, sont dominés et exploités par les monopoles situés en amont et en aval de la chaîne de production. En amont, par les banques et les producteurs des inputs; en aval, par les grandes chaînes de distribution. Dans le système des prix imposés par ce système des monopoles généralisés, la rémunération du travail de la terre est nulle et les paysans ne survivent que par les subventions de l'Etat. Parler de « prix du marché » ou de « vérité des prix » relève de la farce. Les monopoles généralisés tirent une rente monopolistique considérable de ce système qu'ils font financer par les fonds publics, c'est-à-dire par les impôts des travailleurs. En réponse alternative, il faudrait nationaliser les banques, les producteurs des inputs, les grandes chaînes de commercialisation pour organiser la gestion sociale de ce secteur vital en créant des directoires de négociation collective composés par les agriculteurs, les entreprises qui fournissent les inputs et celles qui commercialisent les produits agricoles, les représentants des citoyens, les pouvoirs locaux, les consommateurs. Ce serait une belle avancée en direction de la gestion sociale de l'économie. On peut multiplier les exemples, car dans le capitalisme contemporain pratiquement toutes les activités de production (les PME) sont réduites au statut de sous-traitants et la plus-value qu'elles produisent est accaparée sous forme de rente monopolistique. Les monopoles généralisés se nourrissent de l'expropriation des capitalistes ! Les conditions sont alors réunies pour la constitution d'une vaste alliance sociale alternative.